

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18862 - 73ÈME ANNÉE

Commémoration du 28 novembre 1942

Le combat pour la libération du peuple réunionnais continue



Des gerbes ont été déposées sur les tombes des victimes (ici Mme Diamouni Rebela) et de Léon de Lépervanche.

Ce dimanche 26 novembre, la Section communiste du Port a organisé la traditionnelle cérémonie d'hommage aux combattants réunionnais de la liberté pour célébrer le 75e anniversaire de la libération de La Réunion du fascisme. Cela s'est passé au cimetière marin du Port à partir de 10 heures sous la présidence de Firose Gador, qui a salué chaleureusement le public présent, en rappelant notamment que cette libération a eu lieu le 28 novembre 1942 par les Forces Françaises Libres arrivées à bord du contre-torpilleur "Léopard".

Firose Gador a aussi souligné l'importance de cette date dans notre histoire et du combat mené en particulier par Léon de Lépervanche, qui deviendra le maire du Port le 1er juin 1945. Ensuite, elle a donné la parole à Eu-

gène Rousse, « nout zarboutan nout listwar », qui a évoqué de manière très intéressante le contexte et les circonstances de « cet événement majeur de notre histoire ». Nous citerons par exemple trois éléments rappelés à ce sujet par Eugène Rousse : la gravité de la Se-

conde Guerre mondiale provoquée par la politique fasciste et qui a fait environ 50 millions de morts ; la gravité des souffrances de la population à la Réunion comme en France et ailleurs à cause des collaborateurs des fascistes ; enfin, le rôle important accompli par Léon

de Lépervanche et ses camarades en tant que résistants au fascisme pour libérer leur pays.

« En référence à Paul Vergès »

Après avoir remercié Eugène Rousse pour cette précieuse évocation historique, Firose Gador a déclaré : « Cela nous appelle à avoir un devoir de mémoire et à l'impérieuse nécessité de la transmettre aux jeunes générations. Au nom de la Section communiste du Port, je veux saluer ici le courage de ces Réunionnais, de ces Portoïis qui ont su désobéir et s'opposer à un régime fasciste ; ils ont puisé dans leurs propres forces pour réaliser cet idéal de liberté et pour préserver leur dignité.

75 ans après, nous nous devons de tirer des leçons de cette époque car l'histoire nous montre que la liberté est un long chemin. Et aujourd'hui, peut-on dire qu'il y a liberté sans responsabilité ? Qu'il y a liberté sans vision, sans développement ? Le contexte dans lequel nous évoluons aujourd'hui nous rappelle que cet idéal de liberté reste encore à atteindre. Et c'est à nous, tout particulièrement la jeune génération, de reprendre le relai de cette lutte, en référence à Paul Vergès, qui a été sur le théâtre de la guerre avec son frère Jacques pour défendre cet idéal de liberté qui a inspiré son action tout au long de sa vie ».

« Non à la résignation »

Ensuite, avec l'artiste Philippe Paviel, le public a chanté le célèbre "Chant des partisans", l'hymne de la Résistance française durant l'occupation par l'Allemagne nazie, et "Le chiffon rouge (de la liberté)", créé par Michel Fugain en 1977. Enfin, Firose Gador a invité le public à se rendre dans le cimetière pour « honorer la mémoire de ceux qui se sont illustrés aux côtés de Léon de Lépervanche le 28 novembre 1942 ainsi que les 3 victimes tombées ce jour-là : Diamouni Bickni épouse Rebelà ; Maria Rozoumbo épouse Boïna ; et le cheminot Maurice Odon ». Des dépôts de gerbes, avec des minutes de silence, animés par Virgil Rustan, ont eu lieu devant ces quatre tombes, avec la contribution de plusieurs proches de ces victimes. Et pour Virgil Rustan, « nous devons suivre l'exemple de ces combattants réunionnais de la liberté, en disant non à la résignation ».

Firose Gador a remercié toutes les personnes qui ont contribué à l'organisation de cette commémoration ainsi que le public présent, vraiment convaincu que le combat pour

la libération du peuple réunionnais continue.

Correspondant



Firose Gador a tiré les leçons de l'engagement de Réunionnais du côté des "conquérants de la liberté"



Ne pas oublier le passé, c'est faire confiance à l'avenir des luttes. C'est la conviction commune à celles et ceux qui étaient présents à ce traditionnel hommage.

Nos peines

Décès de Mme Gravina

C'est avec tristesse que la section PCR de Saint Denis vous fait part du décès de l'épouse de notre camarade Alain Gravina, ce camarade dévoué et disponible. La cérémonie funèbre aura lieu en l'église du Bois de Nèfles Sainte Clotilde ce lundi 27 novembre à quinze heures. L'inhumation du corps de la défunte aura lieu au cimetière de la Commune Primat. Nous invitons nos camarades de toute l'île à avoir une pensée amicale pour notre camarade de Saint Denis en ce lundi 27 novembre. Témoignages s'associe à la peine de notre camarade et lui adresse ainsi qu'à sa famille et à ses proches ses sincères condoléances.

Edito

305 morts en Egypte : nouvel avertissement pour les Réunionnais

L'Egypte vient de subir l'attentat le plus meurtrier sur son sol. 305 personnes sont mortes à la suite de l'attaque d'une mosquée vendredi dans le Sinaï. L'acte n'a pas encore été revendiqué, mais les soupçons se portent vers un groupe extrémiste menant une insurrection armée dans le Sinaï, qui a fait allégeance à Daesh.

Cet événement survient peu de temps après la chute de Raqqah, la capitale du Califat autoproclamé du groupe Etat islamique. La reddition de cette place s'est faite dans des conditions singulières. L'armée de Daesh était assiégée par les alliés des États-Unis et des Britanniques. Elle n'avait aucune possibilité de fuir et était promise à l'anéantissement ou à la capture. Elle a négocié son évacuation avec armes et bagages par camions en échange de l'abandon de Raqqah. Elle a donc pu garder tout son potentiel de destruction.

La reddition de Raqqah ajoute un chapitre supplémentaire au jeu trouble des gouvernements occidentaux dans cette région. Car Daesh base son action sur l'intolérance notamment vis-à-vis des branches de l'islam qui diffèrent du salafisme. Il ne fait aujourd'hui plus de doute que Daesh a été utilisé pour tenter de faire tomber le gouvernement syrien, puis devant l'échec de cette entreprise, elle s'est construite un État à cheval sur les frontières de la Syrie et de l'Irak. Si elle a été défaite militairement sur ce terrain, Daesh n'a pas disparu. En Syrie et en Irak, son armée a gardé son potentiel, tandis qu'elle participe à la guerre civile en Libye.

L'action de vendredi est symbolique, car elle a visé un pays allié des Occidentaux. L'Egypte a des liens avec les États-Unis et aussi avec la France. Rappelons qu'elle lui a acheté les deux bateaux Mistral qui avaient été initialement commandés par la Russie. Le symbole du lieu est soigneusement choisi, il se base sur l'intolérance religieuse.

C'est une nouvelle manifestation d'une guerre à l'échelle du monde. Bien qu'elle soit une île, La Réunion est concernée car des projets d'attentats ont déjà été déjoués. Notre île symbolise en effet tout ce que Daesh combat, c'est-à-dire la tolérance des pratiques religieuses.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Economie du numérique

Succès de la Webcup à Rodrigues

Clap de fin pour cette 5e édition Internationale de la Webcup qui s'est tenue ce weekend du 25 et 26 novembre à Rodrigues. Ce sont sept équipes finalistes venues des quatre coins de l'océan Indien qui se sont affrontées ce weekend à savoir Maurice, Madagascar, Les Comores, Rodrigues, Mayotte La Réunion et les Seychelles. C'est l'équipe représentante de La Réunion qui a remporté la Finale Internationale de la Webcup 2017 succédant ainsi à Madagascar (victorieuse en 2016).

Autour de ce concours ludique et pédagogique, les équipes ont révélé leurs talents dans le domaine de l'Internet et de ses multiples métiers : chef de projet, concepteur, graphistes, développeurs, etc. Le travail fourni, en seulement 24 heures chrono non-stop, fut d'un niveau excellent, de l'avis du jury et des personnes qui ont assisté aux présentations et suivi la compétition.

Les équipes ont découvert ce samedi à 12h00, un sujet dans la continuité de l'édition régionale qui s'était tenue en mai dernier sur chaque territoire participant (Comores, Maurice, Mayotte, Seychelles, La Réunion, Rodrigues, Madagascar) :

Parcs Androidland

« Fort de son succès, Androidland, le parc d'attraction géant peuplé d'animaux robotisés et d'androïdes, est désormais présent sur les 7 îles de l'Océan Indien avec pour chacune un univers différent. Avec la popularité grandissante, le nombre de robots nécessitant une réparation a considérablement augmenté. Soucieuse d'optimiser les interventions des équipes techniques, la

compagnie a donc décidé de lancer un appel d'offres pour la création d'une plateforme d'administration en ligne des androïdes. Cet outil devra permettre la géolocalisation de chaque androïde, le suivi en temps réel de son état général et permettre, en cas de défaillance, de programmer une intervention de l'équipe de maintenance. Si votre projet est choisi par le jury d'experts, votre plateforme sera déployée sur l'ensemble des parcs Androidland ! »

L'équipe de la Réunion composée de 3 participants, Coutenay Karl, Hoarau Killian et Mr. Tsivonoy David, sont fiers et très émus d'avoir remporté la coupe « WebCup International 2017 ». Cette émulsion de créativité, d'endurance, de vies d'équipes, d'échanges culturels et technologiques a été saluée par l'ensemble des participants.

24 heures non stop

Porté par l'association WebCup Réunion ce concours, toujours avec le même concept de 24h non-stop pour créer un site internet, est un des vecteurs dynamiques de la co-

opération régionale, sa pérennisation permet de renforcer d'années en années des liens solides entre les acteurs de la filière TIC des îles de l'Océan Indien.

Une finale tournante est accueillie chaque année sur les territoires d'une des îles participantes aux sélections régionales. La 1ère Finale internationale s'était déroulée en 2013 à La Réunion, en 2014 à Maurice, en 2015 à Mayotte et l'année dernière aux Comores.

Cette cinquième finale à Rodrigues, est organisée par le RITA (Rodrigues Information Technology Association) avec un soutien important du RRA (Rodrigues Regional Assembly) qui prend en charge l'organisation, l'accueil des participants et de leurs délégations représentant les associations de l'Indianocéanie investis dans cette compétition. Cette manifestation internationale est aussi soutenue par des sponsors que sont la MITIA, la MCCI Business School, Millenium, Call Center, Yasin Mobile Shop, Leal Communication & Inofrematics, Mauritius Telecom, Tekoma.

In kozman pou la rout

« Domandé la pa défandu, rofizé la pa batu »

Mi pans sa sé in loi d'la vi. Mi koné désèrtin i majine an avoir kékshoz san domandé. Pou koué, pars pou zot, zot lé lo pli méritan ké nana. Mi koné galman sak i pans, inn foi zot la domandé i fo k'i akord azot, mèm zot i di zot i oi pa pou kosa va arfiz azot kékshoz san fé in l'inzistis. Ni konpran bien lé shoz i pé pa spass konmsa... Mèm si sé in droi, i fo ou i fé la domann la plipar d'tan : i sort pa di, nana in koup de tan, in bonpé d'moun i pé prêtann in ède sosyal mé konm zot i domann pa, zot i rosoi pa. Na mèm dé foi i fo réklamé, i fo lité, i fo vanzé pou sinplomann fé rokonète out droi. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Premier anniversaire du décès de Fidel Castro

Les Cubains élisent les municipalités du Pouvoir populaire

Cela fait un an que Fidel Castro est décédé. Ses dernières volontés indiquaient qu'il refusait que son nom porte le nom d'une place ou d'un monument. Aussi le premier anniversaire de la disparition de ce dirigeant historique du peuple cubain a été marqué par la désignation des assemblées municipales du Pouvoir populaire. Le premier scrutin avait été organisé sous la direction de Fidel Castro en 1974, qui avait dit à ce sujet : « Ce furent les plus pures dans l'histoire de notre pays : des élections sans compromis, sans fraudes, sans démagogie ni magouilles politiques. ». À Cuba, le système permet à un pauvre d'être élu.

Les Cubains étaient appelés hier à élire les candidats qui ont été désignés, pour leur mérite, leur capacité et leur engagement envers le peuple, au cours des assemblées de nomination dans les 12 515 circonscriptions du pays.

Le processus de nomination, auquel 6 746 867 personnes ont pris part, soit 78,35 % des électeurs, s'est déroulé du 4 septembre au 30 octobre 2017.

Le scrutin désignait les délégués aux 168 assemblées municipales du Pouvoir populaire, parmi 27 221 candidats, dont 9 637 femmes (35,40 %) et 5 307 jeunes (19,49 %). 8 331 parmi les délégués actuels ont été désignés pour un nouveau mandat, soit 66,44 %.

Tôt dans la matinée, Bruno Rodriguez Parrilla, membre du Bureau politique du Parti et ministre des Relations extérieures, a voté au Bureau N° 2 de la 3e circonscription de la municipalité de Playa, dans la capitale.

ral cubain, fondé sur le mérite et la transparence, ainsi que sur sa grande capacité de mobilisation populaire.

« Les élections ont coïncidé avec le premier anniversaire du décès du commandant en chef, une date que notre peuple a rappelée d'une manière simple, émouvante et profonde. Son héritage est également présent dans ces élections », a déclaré le ministre des Relations extérieures.

Bruno Rodriguez Parrilla a également souligné que ce sont des moments où le blocus contre Cuba s'intensifie et qu'il est interdit aux citoyens étasuniens de se rendre sur l'île, alors que ce serait un privilège pour ces citoyens d'avoir un processus comme le nôtre.

« Puissent les États-Uniens bénéficier d'un processus électoral comme le nôtre et venir dans notre pays pour se forger leur propre opinion sur le système démocratique cubain », a conclu le ministre des Relations extérieures.

Dans la province, qui compte 996 bureaux de vote dans 672 circonscriptions, l'accent a été mis sur les activités de formation, 50 % des autorités électorales (plus de 8 000 dans le territoire) étant nouvelles dans ce processus.

Concernant les candidats, Diosbel Rojas, secrétaire de la Commission électorale provinciale, souligne que le nombre de personnes désignées a augmenté (2 233), les femmes (568), représentant 41,32 % du nombre total de candidats (1 373).

Le dimanche 30 juin 1974, les premières élections du Pouvoir populaire qui eurent lieu à Cuba commencèrent, à titre expérimental, dans cette province.

Pour qualifier l'importance de cet événement historique, Fidel Castro, le leader historique de la Révolution cubaine, qui s'intéressa aux moindres détails de ce processus, déclara : « Ce furent les plus pures dans l'histoire de notre pays : des élections sans compromis, sans fraudes, sans démagogie ni magouilles politiques. »

Ce territoire eut le privilège de tester les méthodes, les mécanismes, les règlements et tout ce qui concerne la constitution des Pouvoirs populaires avant que ce mécanisme appliqué au niveau national.

Un exemple pour les États-Unis

Dans des déclarations à la presse, le ministre a souligné que le processus électoral attire l'attention de la communauté internationale du fait du contexte dans lequel il se déroule, et que le peuple cubain est fier d'exercer ce droit dans un contexte mondial agité, où les citoyens ont de plus en plus de difficultés pour exprimer librement la volonté dans des processus motivés par l'argent et les intérêts des entreprises.

Rodriguez Parrilla a également évoqué la légitimité du système électo-

« Élections sans compromis, sans fraudes, sans démagogie »

Chaque province du pays s'est préparée pour que les élections du 26 novembre se déroulent dans les meilleures conditions. Quelques jours à peine avant les élections des délégués aux assemblées municipales du Pouvoir populaire, les détails ont été réglés dans la province de Matanzas afin d'assurer le succès des élections du 26 novembre, au cours desquelles plus de 300 000 électeurs sont attendus aux urnes.

Source : Granma

Pour l'amélioration des conditions de travail des salariés du groupe Hayot à La Réunion

Déclaration de Montevideo pour l'unité dans la lutte contre le néolibéralisme

La Rencontre continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme réunie du 16 au 18 novembre à Montevideo en Uruguay a adopté la déclaration suivante, reproduite dans Granma du 23 novembre dernier :

1. Nous, les mouvements, organisations sociales et les diverses expressions des secteurs populaires des Amériques, héritiers et protagonistes des luttes contre l'impérialisme et les régimes militaires en Amérique latine et dans la Caraïbe, qui nous dressons contre l'agenda néolibéral du libre-échange, la privatisation, le pillage et la pauvreté représentée par le projet avorté de la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques), réaffirmons les principes de solidarité et d'internationalisme qui nous unissent, ainsi que notre engagement à poursuivre la lutte pour une transformation systémique contre le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme et le racisme.

2. Réunis dans le cadre de la Rencontre continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme, tenue à Montevideo, en Uruguay, du 16 au 18 novembre, à la suite d'un intense échange d'expériences et de luttes, nous ratifions l'agenda unitaire et d'articulation des forces sociales et politiques adopté à la Rencontre de La Havane, en novembre 2015. Nous réaffirmons la nécessité d'opérer une réarticulation des diverses alternatives et initiatives populaires pour affronter le modèle de domination capitaliste néolibéral.

3. L'avancée du Capital sur les peuples et leurs territoires nous prouve que le capitalisme, le racisme et le patriarcat constituent un modèle imbriqué de nombreuses dominations. La nouvelle offensive des forces néolibérales approfondit les mêmes mécanismes d'appropriation de territoires, de pillage des biens communs, d'exploitation du travail et de contrôle des corps. Les taux de gains sont garantis par des ajustements basés sur le travail sans droits et la surcharge de travail non rémunéré des femmes, qui sont à l'origine d'une précarisation accélérée des conditions de vie. Les Entreprises transnationales et les élites nationales associées sont les nouvelles bénéficiaires du modèle de mondialisation néolibérale. L'architecture de cette

domination s'exprime dans les accords de libre-échange et d'investissements de nouvelle et vieille générations, qui ont pour garant, entre autres, l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

4. Par ailleurs, le système d'endettement perpétuel est un mécanisme de domination, de conditionnement du modèle productif et d'expropriation des ressources publiques et des biens collectifs qui augmentent les profits des élites locales, de plus en plus corrompues et dépendantes du système financier international.

5. Cette même alliance aggrave les contradictions entre le processus d'accumulation permanente du capital et les processus de durabilité de la vie, provoquant l'explosion de conflits sociaux et environnementaux dans la région, facilitant l'accaparement des terres et le déplacement de grandes masses de paysannes et de paysans, et de peuples originaires, créant une crise migratoire, environnementale et alimentaire. L'approfondissement des processus de financiarisation de l'économie et de la nature est à l'origine de la destruction des bases nationales et des compétences souveraines des États à mener des politiques publiques environnementales et de l'emploi en faveur des peuples.

6. Les institutions de la démocratie formelle et l'exercice des droits de l'Homme apparaissent aujourd'hui comme une entrave à cette dynamique du capital. Ce qui explique la réduction des espaces de la démocratie, l'ignorance de la volonté populaire, la criminalisation et la judiciarisation de la politique, qui a eu sa plus grande expression dans le putsch parlementaire, juridique et médiatique perpétré contre la présidente Dilma Rousseff, et la prétention d'empêcher la candidature de l'ancien président Lula da Silva au Brésil.

7. Le processus de monopolisation, concentration et contrôle de l'information et de la technologie par les grands groupes médiatiques, qui trouve des ramifications vers d'autres secteurs de l'économie, constitue un attentat contre les bases de la démocratie. Car dans un monde globalisé, celui qui contrôle et distribue l'information possède une emprise sur les pouvoirs politique et la souveraineté populaire.

8. La droite continentale prétend

avancer dans la précarisation des relations de travail, et la suppression de la négociation collective, la dérégulation des négociations prévues dans les réformes brésiliennes et argentines, ainsi que dans l'offensive du patronat uruguayen contre la négociation collective de l'OIT, constituent des exemples clairs de cette stratégie.

9. Cette nouvelle avancée conservatrice et réactionnaire renforce les discours de haine et de misogynie concrétisés dans les pratiques racistes et discriminatoires contre les Afro-descendants, les peuples originaires, les migrants et la population jeune des secteurs populaires. Le contrôle sur les corps et la sexualité s'impose par des féminicides, la criminalisation de l'avortement, la violence contre les femmes et la population LGBTI. Les politiques xénophobes, racistes et de criminalisation des migrants qui se sont installées dans le discours politique aux États-Unis et dans l'Union européenne sont dangereusement imitées par la droite fasciste d'Amérique latine et de la Caraïbe.

10. À ceci s'ajoutent les atteintes aux droits de l'Homme, la criminalisation des mouvements populaires, les assassinats et les disparitions de dirigeantes et dirigeants sociaux. L'impunité du terrorisme d'État d'hier est à la base de l'impunité dont jouit aujourd'hui le grand capital.

11. Dans le cadre de cette avancée, le gouvernement des États-Unis prétend renforcer son influence impériale dans la région et déploie une politique d'intervention ouverte qui, recourant à tous les dispositifs diplomatiques, culturels, économiques et militaires, attaque la souveraineté des pays de la région. Derrière la stratégie de militarisation à travers l'augmentation du nombre de bases militaires et la présence de troupes d'exercices « humanitaires » se cache la prétention de contrôle territorial sur les biens communs stratégiques de la région. La permanence des forces de sécurité étrangères en Haïti, dans le cadre de la nouvelle mission de l'ONU, la Mission des Nations Unies pour la justice en Haïti (MINUJUSTH), prolonge l'occupation de ce peuple et s'inscrit dans cette même logique.

12. Cette stratégie impériale se manifeste avec une force particulière dans

la guerre multidimensionnelle livrée contre le Venezuela, marquée par des moments de violence paramilitaire, de blocus économique, d'asphyxie financière, de sanctions internationales, de criminalisation médiatique et d'isolement diplomatique.

13. La grave violation des accords de La Havane met en danger le processus de paix en Colombie et aggrave la violence dans l'occupation des territoires par les forces paramilitaire, avec la recrudescence des assassinats de dirigeants sociaux populaires. Elle a mis au point mort le processus de dialogue entre le gouvernement et l'ELN, faisant fi de la participation des secteurs agraires, paysans et des Afro-descendants à ce processus.

14. Par ailleurs, l'impérialisme poursuit ses attaques contre les programmes menés par des gouvernements progressistes et d'orientation populaire, intensifie le criminel blocus contre Cuba et persiste à opérer un recul dans la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba ; adopte des mesures contre le gouvernement du Nicaragua ; contribue à saboter la gestion du gouvernement du Salvador, et harcèle le gouvernement bolivien.

15. Des menaces pèsent également sur les nouvelles institutions régionales créées ces dernières années, comme l'Unasur et la Celac qui, en dépit de carences dans leurs contenus et leur participation, constituent des efforts importants vers une intégration non subordonnée à la politique des États-Unis vis-à-vis de la région. Nous dénonçons aussi les régressions qui affectent le processus du Mercosur et l'orientent vers l'agenda du néolibéralisme.

16. Nous revendiquons les importantes conquêtes sociales et politiques obtenues par les gouvernements populaires ces dernières années, reconnaissons les limitations que nous affrontons dans ce processus, notamment le manque de reconnaissance de l'importance de la mobilisation sociale organisée pour avancer dans cette transformation et dépasser la logique prédatrice du système capitaliste.

17. Depuis Montevideo et forts de l'influence enrichissante d'avoir partagé les différentes expériences de lutte et de résistance et de créativité de communautés, collectifs et organisations qui constituent des formes diverses d'affrontement au pouvoir du capital et d'alternatives solidaires des peuples, nous ratifions notre engagement vis-à-vis des Journées continentales pour la démocratie et contre le néolibéralisme comme un processus large, divers, pluriel et unitaire, et un espace d'articulation de résistances et d'alternatives de nos peuples.

18. Il est fondamental de renforcer

l'action politique de mobilisation, d'organisation et de lutte depuis les forces populaires pour construire les véritables démocraties et impulser un projet politique d'unité de transformation à caractère populaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il ne peut y avoir de démocratie sans participation, sans distribution de la richesse, sans accès à l'information et à la justice.

19. Nous continuerons de lutter pour l'intégration de nos peuples et de nos nations, en nous réclamant de notre diversité culturelle, sociale, politique et économique, avec au centre les droits des peuples.

20. Nous ferons face à l'offensive réactionnaire, en affirmant la libre circulation des personnes et la reconnaissance de la citoyenneté universelle.

21. Nous assumerons la défense non négociable de l'autonomie et de la liberté des femmes, la lutte pour mettre fin au féminicide et à toutes les violences machistes, et nous exigeons le droit à l'avortement légal, public et sûr.

22. Nous ferons face aux entreprises transnationales et à leurs stratégies de prise en otage et d'assujettissement des institutions démocratiques, en promouvant des actions concrètes visant à réduire l'espace dont elles disposent pour esquiver et éluder leurs responsabilités.

23. Nous nous mobiliserons en faveur de l'instauration d'instruments nationaux et internationaux empêchant que les droits des entreprises priment sur les droits de l'Homme et des peuples, en prenant une part active au processus pour l'adoption d'un Traité internationalement contraignant concernant les Entreprises transnationales et les droits de l'Homme.

24. Nous impulserons une intégration populaire qui respecte la diversité de nos cultures. Qui soit construite à partir de la participation de premier plan de nos peuples. Qui défende la paix et l'autodétermination dans nos territoires, sans bases militaires ni interventions, avec une complémentarité des économies et des relations de solidarité et de coopération.

25. Nous continuerons de revendiquer la réforme agraire intégrale et populaire, comme une démarche qui garantisse aux paysans l'accès à la terre, à l'eau et au territoire, ainsi que la protection de la « semence créole » et des savoirs ancestraux, favorisant ainsi le développement de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture écologique pour nourrir nos peuples.

26. Nous continuerons d'impulser l'articulation de nos moyens alternatifs et populaires dans le cadre d'une stratégie de communication coordonnée, et nous livrerons la lutte pour la démocratisation de la communication

dans chacun de nos pays comme une manière de limiter le pouvoir médiatique dans la région. Nous ferons face aux pouvoirs des transnationales en faveur d'un Internet libre et de technologies libres.

27. Nous maintiendrons notre solidarité envers le peuple du Venezuela et son droit souverain à mener son développement social, politique et économique sans agressions ni ingérences, avec une garantie de la paix et du respect de ses institutions.

28. Depuis Montevideo, nous lançons un appel à tous les acteurs sociaux ne faisant pas partie de ces Journées et les forces politiques du continent à construire ensemble une stratégie nous permettant de renforcer la mobilisation populaire et les luttes dans la région.

29. Ce chemin d'unité est une condition pour dépasser les cadres de l'économie dominante et trouver d'autres formes d'organisation des relations sociales, productives et reproductives qui, basées sur l'égalité, la solidarité et la justice sociale et environnementale, nous permettent de construire la souveraineté alimentaire et énergétique de nos peuples et une vie digne sur nos territoires.

À cet effet, nous appelons à :

1. Nous mobiliser pour rejeter le Sommet ministériel de l'OMC prévu en décembre 2017 à Buenos Aires.

Année 2018

2. Mobilisation unitaire de tous les mouvements, le 8 mars.

3. Participer et placer notre ordre du jour contre le libre-échange et les transnationales au Forum mondial alternatif de l'eau (FAMA), à Brasilia, en mars.

4. Mobilisation unitaire de tous les mouvements, le 1er Mai.

5. Nous mobiliser pour condamner la tenue du Sommet des Amériques, en juin 2018, comme un scénario visant à restaurer l'agenda de domination néocoloniale et impérialiste sur le continent.

6. Organiser notre action unitaire autour du Sommet du G20 en Argentine, dans le second semestre de 2018.

7. Pour conclure, nous appelons tous les peuples du continent à se mobiliser de manière unitaire, combative et solidaire dans tous les pays, durant la semaine du 19 au 25 novembre, afin de revendiquer l'agenda adopté à la Rencontre de Montevideo, comme une expression de l'action de nos peuples dans la Défense de la démocratie et contre le néolibéralisme.

Rencontre continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme, le 18 novembre 2017, à Montevideo, Uruguay.

Oté

Si nou té i parl ankòr in kou dsi la késtyonn létshi !

Pou kosa ni sava ankòr anparl de sa ? Somanké létchi lé mor sa pou nou ? Sansa létshi va aport anou sibvansyon épi nou va kontant anou dsa ? Afèr mi di ankòr dé shoz konmsa ? Par provokasyon, par mank de konésans, sansa opars mi èmré dann séktèr la nana la payaye konm dan lé zot.

Fransh vérité, kansa i apèrsoi létshi lé an kriz ? Moi d'oktob, zis kék somennn avan la rouvèrtir d'sézon. Sak konm moin la viv dan la kanpagn, i koné pyé létshi i donn anou l'informasyon pou dir anou si la saison lé bon, sansa a popré bon, sansa ankòr mové vèy pa koman. Mi souvien pti marmaye, nou té i sava rogard bann pyé, bann flèr, bann grap pou konète si la saison sar bon. Nou té i oi mèm bann bazardyé apré ashète lo pyé : kisoï inn, kisoï dé, kisoï mèm in vérzé konplé avan k'lo pti létshi la bien noué.

Sé dir si pou d'moun konm moin, tout z'afèr lété san difikilté pou moin. Moin lété bien loinn dovine si la kriz lété la dovan nou. Lé vré, moin lérté fine romark ané apré ané, la saison téi tard in pé plis : in tan, moi de novanm la saison té fine rouvèr, apré la pass kinz novanm, lété mèm pa loin trap komansman lo moi d'désanm... Lé vré nou l'avé bien vi si i taye pal o pyé, la saison lété pa si bon ké sa, mé pou lo rès dovine dovinaye nou téi dovine pa.

Konm mi di kouyon avèk konépa, i komans par k, donk lé pa amoin d'trouv in répons. Kisa k'i doi trouvé alor ? La roshèrch. Oui mé la roshèrch si èl i rode pou trouvé é pa pou loupé dakor, mé sanm pou moin la pa rode inn tyork sète ané. La pa trouv inn tyork non pli ! Alor, mi pé koz la boush rouvèr, vi ké bann z'om de syans zot mèm i anons pa nou in nouvèl korèk.. La syans, sa sé in n'afèr i travaye a suiv sa ! Pou kosa la paf é in rolvé tout bann paramète dopila Rényon lé départman.

Si i atann zordi, va pran ankòr sinkantan pou avans in bon l'èsplyasyon, pou pétète mark batu dsi nout prodiksyon é si sé pou sa mi oi pa tro kouk i ansèrv.

NB Astèr i di napoin in zékar d'tanpératir konm k'i fo. Vré ? Pa vré ? Mi koné pa mé pétète kan bann tête zèf va komans shofé, l'èrla nou va avans dann la konésans. Pétète oui, pétète non, an touléka moin noré bien émé n pé té i fé pa tro aspèr anou konmsa.

Justin